CAMPAGNE ÉTÉ 2026

L'eau, on la gère pour nourrir la France

Les données que les médias généralistes ne vous montrent pas sur l'irrigation agricole en France

PHASE 1 • CONTEXTE

PHASE 2 • MYTHES

PHASE 3 • ENJEUX

PHASE 4 • PERSPECTIVES

Pourquoi cette campagne ?

Ce document s'appuie sur la campagne d'information organisée par A&E sur les réseaux sociaux du 3 au 17 août 2026. Son objectif : apporter des informations vérifiées et sourcées sur l'irrigation en s'appuyant sur des données publiées par A&E, les Agences de l'eau, le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), le ministère de l'Agriculture, ou sur des publications scientifiques. Aucun militantisme, ni idéologie : seulement des chiffres, des analyses, des faits.

Déployée simultanément sur LinkedIn, X et Facebook, la campagne a dépassé le million de vues cumulées. Chaque jour, un chiffre ou un mythe déconstruit a suscité des dizaines, parfois des centaines de commentaires, souvent argumentés, techniques, et régulièrement relayés par de nombreux agriculteurs et des professionnels du secteur. Et ce qui rend cette campagne inédite, c'est qu'elle est devenue participative. Agriculteurs de terrain, experts, associations professionnelles, notamment Irrigants de France, ont complété, illustré, parfois nuancé chaque publication, faisant de cette série un véritable espace de coconstruction du débat.

« Ces mises au point factuelles et quotidienne sur la thématique de l'eau par @AEGRW sont de petits bijoux », s'est félicitée Géraldine Woessner, journaliste du *Point* tandis la journaliste de *L'Opinion*, Emmanuelle Ducros, qui a largement rediffusé les informations de la campagne, ajoute : *« Attention, ça va décoiffer des certitudes ! »* Pour sa part Daniel Sauvaitre, le président d'Interfel, considère la campagne comme un *« carpet bombing de pédagogie intelligente »*, et l'ancien ministre de l'Écologie François de Rugy note que *« cette déconstruction des mythes politiques et médiatiques de l'eau est à lire absolument »*. Enfin, le député MoDem Éric Martineau a accompagné la diffusion d'un de ces posts sur Facebook, indiquant : *« Je partage rarement les posts d'autrui. Mais, depuis des années, je lis les publications de Gil Rivière-Wekstein, journaliste pour A&E. Toujours très documenté, vrai travail de recherche, et pas toujours dans le politiquement correct, j'ai le plaisir de le rencontrer régulièrement pour échanger sur les questions agricoles. Très intéressant à lire. »*

Merci donc à toutes celles et ceux qui, par leurs commentaires, leurs partages et leurs contributions, ont fait de cette campagne un moment d'échange rare sur un sujet trop souvent réduit à des slogans.

SOMMAIRE

PHASE 1 : POSER LE CONTEXTE

J1 Le chiffre que personne ne vous a montré

J2 L'eau n'est pas du pétrole

J3 L'irrigation en France : les chiffres pour comprendre

J4 Été 2026 : l'état réel de l'eau en France

PHASE 2 : DÉCONSTRUIRE LES MYTHES

J5 Zéro perte, donc zéro gaspillage

J6 « Le maïs boit trop » : ce que cette phrase ignore

J7 La guerre des mots

J8 Pourquoi ne pas laisser l'eau dans la nappe ?

J9 La France manque d'eau ? Comparez avec vos voisins

PHASE 3 : VALORISER LES ENJEUX

J10 L'irrigation, garantie de nourrir la France

J11 L'angle mort du débat : la retenue elle-même

J12 L'irrigation sauve les petites fermes

PHASE 4 : OUVRIR DES PERSPECTIVES

J13 Stocker l'eau : les solutions existent déjà

J14 Il ne manque pas d'eau. Il manque des décisions.

J15 Ils irriguent, ils racontent

SYNTHÈSE

J15 7 vérités pour poser le débat

Le chiffre que personne ne vous a montré

Chaque été on dit que les agriculteurs « volent » l'eau. Voici ce que disent les données officielles.

Cet été, ouvrez n'importe quel journal, vous y lirez que les agriculteurs « épuisent les nappes », « pillent les rivières », « gaspillent une ressource rare ».

Or que disent les chiffres officiels des Agences de l'Eau ? L'agriculture prélève 3 milliards de m³ d'eau par an. La France reçoit 180 milliards de m³ de pluie efficace chaque année.

L'irrigation représente 1,7 % de la ressource disponible

Et ce n'est pas tout. Sur ces 3 milliards de m³ prélevés, 75 % retournent dans l'atmosphère par évapotranspiration, c'est-à-dire que la plante les transpire, ils remontent dans l'air, et ils retombent sous forme de pluie. L'eau ne disparaît pas. Elle suit son cycle naturel.

L'agriculture est le 4e usage préleveur d'eau en France, avec 10 % des prélèvements – après le refroidissement des centrales électriques (45 %), l'alimentation des canaux de navigation (20 %) et l'eau potable (18 %).

Les médias généralistes ne vous montrent pas ces données sur l'irrigation agricole en France. Il s'agit de chiffres sourcés parce que ce débat mérite mieux que des slogans.

SOURCES

État des lieux Irrigation, été 2026 · Agences de l'Eau · SDES, prélèvements d'eau douce 2023

L'eau n'est pas du pétrole

L'eau ne disparaît pas quand on l'utilise. Elle suit un cycle naturel depuis 3,8 milliards d'années.

Il y a une confusion fondamentale dans le débat sur l'eau qui fausse tout le reste. L'eau n'est pas une ressource fossile. Ce n'est pas du pétrole. Quand on brûle du pétrole, il disparaît. Quand on utilise de l'eau, elle continue son voyage.

Vérité n° 1 : une quantité constante depuis 3,8 milliards d'années

La quantité d'eau sur Terre est colossale et constante. Les océans, les glaciers, les nappes, les rivières, l'atmosphère contiennent ensemble environ 1,4 milliard de km³ d'eau. Cette quantité est stable depuis 3,8 milliards d'années. Pas une goutte de plus. Pas une de moins. L'eau ne « disparaît » pas.

Vérité n° 2 : un cycle fermé

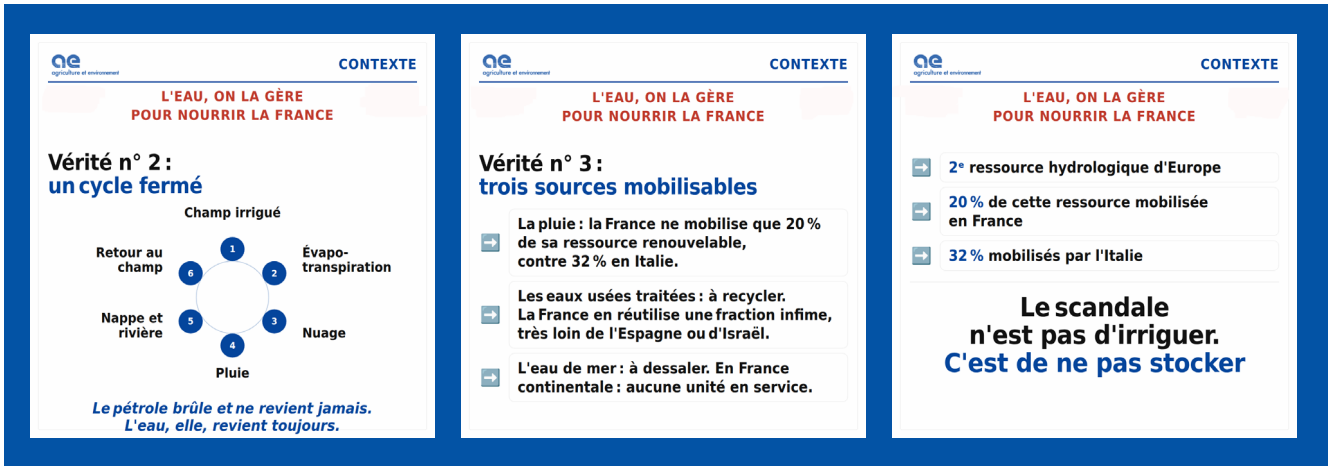
L'eau prélevée par l'agriculture s'évapore, transpire à travers les plantes, remonte dans l'atmosphère et retombe sous forme de pluie. Ce n'est pas une perte – c'est un passage. L'irrigation ralentit le cycle de l'eau, elle ne le brise pas.

Le pétrole brûle et ne revient jamais.
L'eau, elle, revient toujours.

Vérité n° 3 : trois sources mobilisables sous-exploitées

- La pluie hivernale : stockable dans des retenues, mais bloquée par des obstacles réglementaires.
- L'eau recyclée : le traitement des eaux usées reste marginal comparé à nos voisins.
- L'eau de mer : le dessalement se développe partout en Méditerranée. En France continentale, il n'existe pas : aucune unité en service.

Le vrai problème n'est donc pas la quantité d'eau disponible. C'est notre incapacité collective à la gérer intelligemment dans le temps et dans l'espace. Réduire l'irrigation ne résout rien. Mieux gérer l'eau, si.



SOURCES

État des lieux Irrigation, été 2026 · agriculture-environnement.fr

L'irrigation en France : les chiffres pour comprendre

Ce qu'il faut savoir : 71 000 exploitations, 1,8 million d'hectares irrigués, 2,8 millions équipés.

Avant de débattre de l'irrigation, encore faut-il savoir de quoi on parle. Voici les données du Recensement Général Agricole 2020 (source : ministère de l'Agriculture).

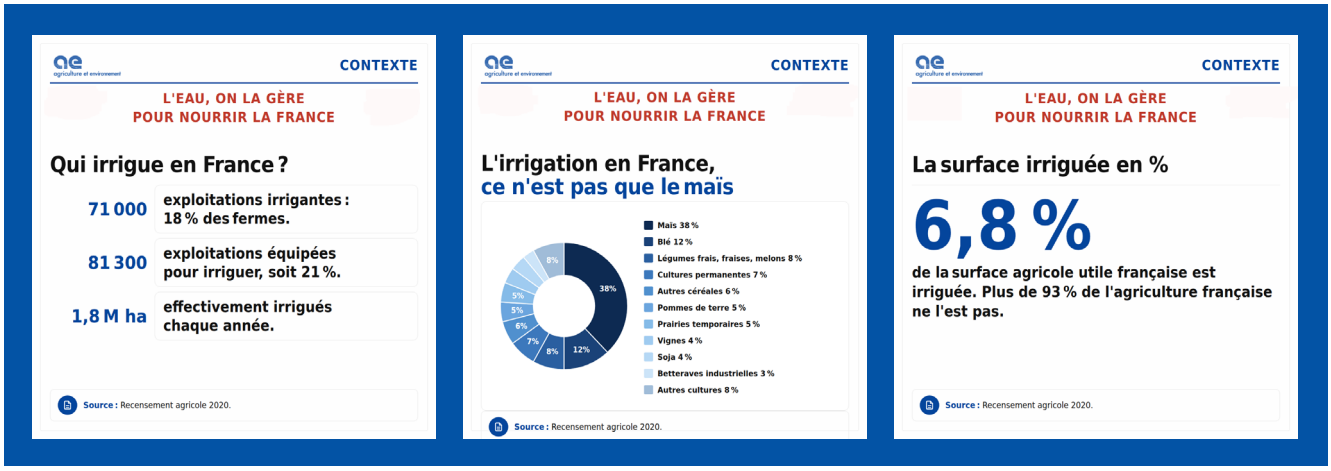
5 chiffres pour comprendre l'irrigation en France

- **71 000** exploitations irriguées : soit 18 % des exploitations françaises. Pas une poignée de grands domaines : 1 agriculteur sur 5.
- **81 300** exploitations équipées pour irriguer (21 %) : la capacité est là. Elle attend d'être utilisée ou développée.
- **1,8 million** d'hectares irrigués : 6,8 % de la Surface Agricole Utile (SAU). Sur les grandes cultures comme sur les jardins maraîchers.
- **2,8 millions** d'hectares équipés pour l'irrigation : 11 % de la SAU française. Les agriculteurs investissent. Pas pour gaspiller mais pour sécuriser leurs récoltes.
- **9 %** des prélèvements d'eau totaux en France et 91 % de l'agriculture française n'irrigue pas.

Irriguer en France, c'est d'abord produire des fruits, des légumes, des semences et des céréales.

On associe l'irrigation au maïs, qui occupe effectivement 38 % des surfaces irriguées (grain, semence et fourrage confondus). Mais les 62 % restants, ce sont le blé (12 %), les légumes frais, fraises et melons (8 %), les cultures permanentes (7 %), les autres céréales (6 %), les pommes de terre (5 %), les vignes (4 %), le soja (4 %), les betteraves industrielles (3 %), le tournesol (3 %), le colza (2 %), les prairies temporaires (5 %) et diverses autres cultures (4 %).

Ce n'est pas un secteur marginal. C'est une colonne vertébrale de l'agriculture française que les décisions politiques fragilisent chaque année un peu plus.



SOURCES

Recensement Général Agricole 2020 · Ministère de l'Agriculture · État des lieux Irrigation, été 2026

Été 2026 : l'état réel de l'eau en France

512 milliards de m³ de pluie par an. Aucune baisse des cumuls depuis dix ans. Ce qui change, c'est la répartition.

Chaque été, le même récit : la France manquerait d'eau, il faudrait donc réduire l'irrigation. Reprenons dans l'ordre, avec les données publiques.

Combien d'eau tombe sur la France ?

512 milliards de m³ de précipitations par an sur la métropole. Environ 40 % deviennent de la pluie efficace (celle qui ruisselle et s'infiltre), soit près de 200 milliards de m³ d'eau douce renouvelable chaque année. Pour mémoire, l'agriculture en prélève 3 milliards.

A-t-il moins plu depuis dix ans ?

Non. 2024 figure parmi les dix années les plus pluvieuses depuis 1959, avec 1075 mm, soit 15 % au-dessus de la normale. 2025 affiche un cumul proche de la normale sur la quasi-totalité du territoire, un écart de 0 %. Météo-France ne relève pas de tendance marquée sur les cumuls annuels de précipitations.

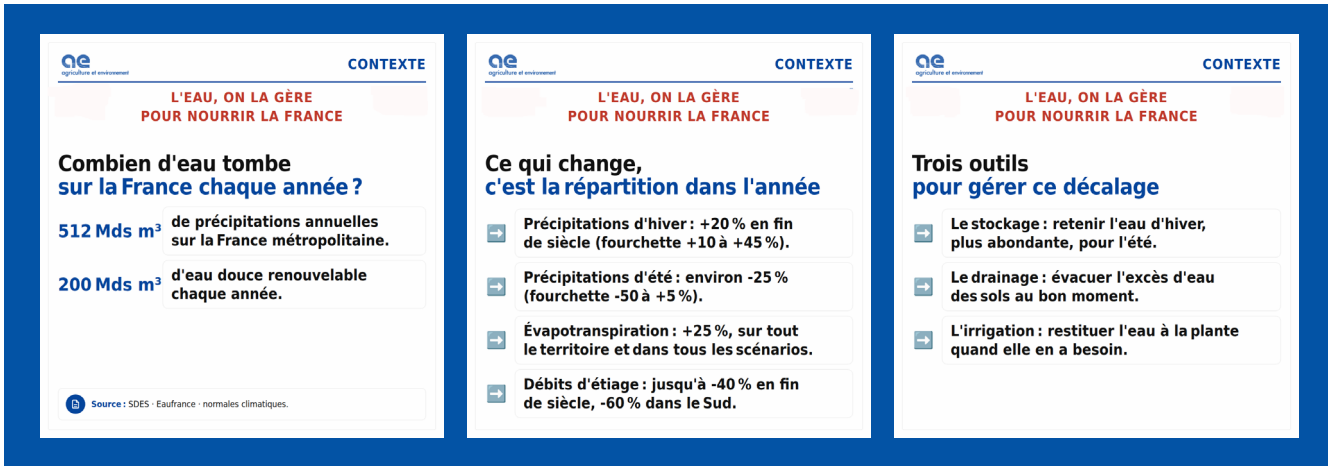
Ce n'est pas un problème de quantité.
C'est un problème de calendrier.

Et pour les décennies à venir ?

Le programme Explore2 (Inrae, l'OFB et Météo-France) est le travail de référence sur l'hydrologie française à horizon 2100. Sa conclusion sur les cumuls annuels est nette : les projections ne s'accordent pas sur le signe des changements. Il n'y a pas de tendance claire à la baisse de la pluviométrie annuelle.

Ce qui change, en revanche, c'est la répartition dans l'année : environ +20 % de précipitations en hiver, environ -25 % en été, +25 % d'évapotranspiration sur tout le territoire, et des débits d'étiage en baisse pouvant atteindre -40 %, jusqu'à -60 % dans le Sud.

Autrement dit : il ne tombera pas moins d'eau. Elle tombera au mauvais moment, et elle s'évaporera davantage. Et un problème de calendrier se règle avec trois outils : le stockage, pour retenir l'eau d'hiver devenue plus abondante ; le drainage, pour évacuer l'excès au bon moment ; l'irrigation, pour restituer l'eau à la plante quand elle en a besoin.



SOURCES

SDES · Eaufrance · Météo-France, bilans climatiques 2024 et 2025 · Explore2 · État des lieux Irrigation, été 2026

L'eau d'irrigation : zéro perte, donc zéro gaspillage

Nourriture, sols, atmosphère : suivez l'eau d'irrigation jusqu'au bout. Aucune de ces destinations n'est une perte.

➔ *Mythe n° 1 : « Les agriculteurs gaspillent l'eau. »*

Gaspiller, c'est perdre sans contrepartie. Alors suivons l'eau d'irrigation jusqu'au bout, et cherchons où elle se perd.

Destination 1 : la nourriture

Une part de l'eau prélevée est incorporée à la plante. C'est celle qu'on retrouve dans le blé, le maïs, les fruits, les légumes. Elle devient de l'alimentation humaine, ou du fourrage, puis du lait et de la viande. Cette eau-là n'est pas perdue : elle est devenue de la nourriture.

Destination 2 : les sols, les nappes et les rivières

Une part s'infiltre et recharge la ressource du bassin. Une autre entretient la vie du sol (vers de terre, champignons, bactéries) qui s'arrête net quand le sol se dessèche. Les résidus de culture, pailles et racines, restituent au sol l'eau et le carbone qu'ils contiennent.

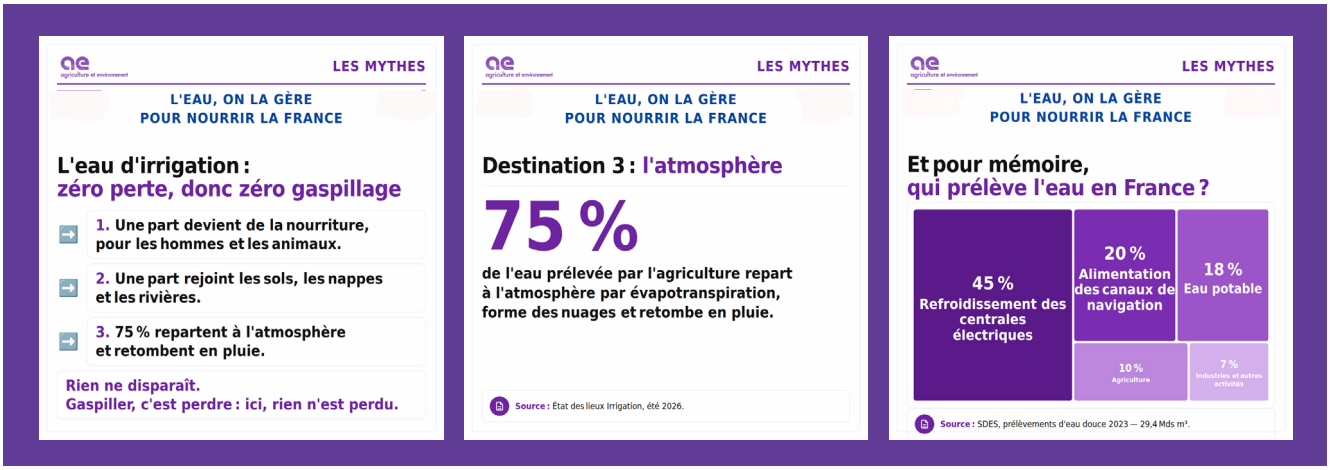
Destination 3 : l'atmosphère

75 % de l'eau prélevée repart par évapotranspiration, forme des nuages, retombe en pluie.

Nourriture, sols, atmosphère. Aucune de ces destinations n'est une perte. Zéro perte. Donc zéro gaspillage.

Pour mémoire, voici ce qui prélève réellement l'eau en France, sur 29,4 milliards de m³ en 2023 : le refroidissement des centrales électriques 45 %, l'alimentation des canaux de navigation 20 %, l'eau potable 18 %, **l'agriculture 10 %**, l'industrie et les autres activités 7 %. Les canaux de navigation prélèvent deux fois plus d'eau que toute l'agriculture française. Personne ne demande de les fermer.

Une objection qu'il faut connaître : l'agriculture représente 61 % de l'eau consommée en France. Il est exact, et il ne contredit rien de ce qui précède parce qu'il ne mesure pas la même chose. Prélever, c'est puiser dans le milieu. Consommer, c'est ne pas y restituer l'eau directement. Sur les prélèvements, l'agriculture pèse 10 %. Sur la consommation nette, elle pèse 61 %, car elle est le seul usage dont l'eau repart majoritairement dans la plante et dans l'atmosphère plutôt que dans un tuyau de rejet.



SOURCES

SDES, prélèvements et consommations 2023 · État des lieux Irrigation, été 2026

« Le maïs boit trop » : ce que cette phrase ignore

Plante en C4, le maïs produit plus de matière sèche par millimètre d'eau que le blé. Et 1 hectare sur 4 seulement est irrigué.

➔ *Mythe n° 2 : « Le maïs est une culture trop gourmande en eau. »*

L'affirmation revient chaque été. Elle repose sur une confusion entre la quantité d'eau apportée et l'efficacité avec laquelle la plante l'utilise.

■ Le maïs est une plante en C4. Les plantes en C4 (maïs, sorgho) fixent le carbone selon un mécanisme photosynthétique qui limite fortement les pertes d'eau par transpiration, contrairement aux plantes en C3 comme le blé, le tournesol ou la luzerne. Résultat mesuré : en conditions non limitantes, le maïs produit environ **40 kg de matière sèche par millimètre d'eau et par hectare**, contre 25 kg pour le blé ou le ray-grass et 20 kg pour la luzerne. À biomasse produite égale, le maïs consomme donc moins d'eau que les cultures auxquelles on voudrait le remplacer.

■ Le maïs n'est irrigué qu'environ deux mois par an, de fin juin à fin août, pendant sa phase critique. Le reste du cycle, il vit de la pluie comme n'importe quelle céréale.

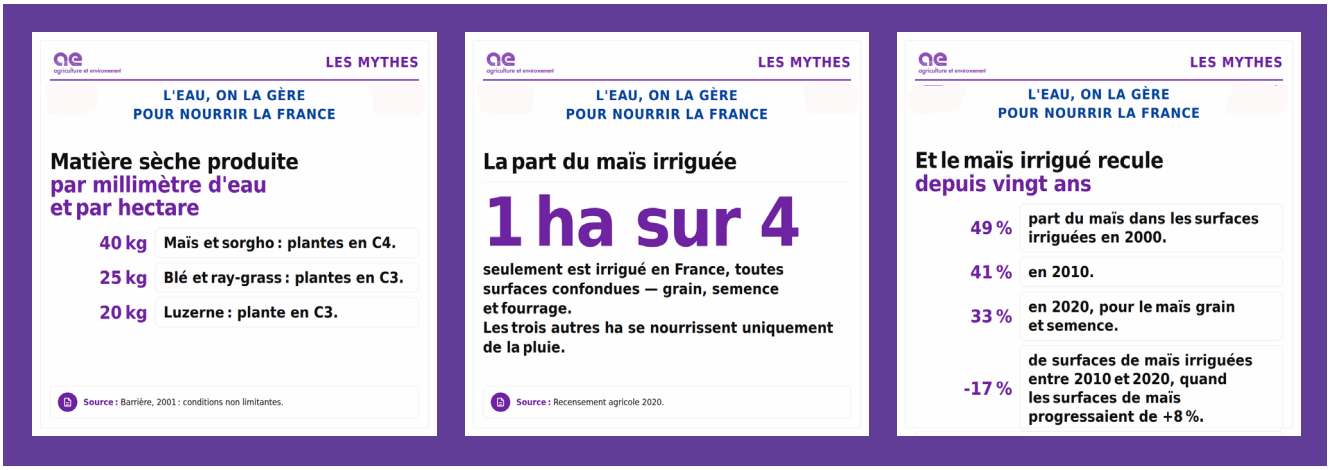
■ **Seul 1 hectare de maïs sur 4 est irrigué en France**, toutes surfaces confondues. Les trois autres poussent uniquement à la pluie.

Le maïs irrigué recule depuis vingt ans.
Le « grand assoiffé » que l'on décrit n'existe pas.

■ Et le maïs irrigué recule. Entre 2010 et 2020, les surfaces de maïs irriguées ont diminué de 17 %, alors même que les surfaces de maïs cultivées augmentaient de 8 %. La part du maïs dans les surfaces irriguées françaises s'est effondrée : 49 % en 2000, 41 % en 2010, 33 % en 2020.

■ Enfin, en pleine canicule, un couvert de maïs irrigué reste sensiblement plus frais qu'un sol nu, et conserve une activité biologique là où le sol sec se referme. Pour les insectes, les vers de terre et le petit gibier, c'est un refuge au cœur de l'été.

Le maïs occupe une place importante dans l'irrigation française. Mais l'irrigation n'occupe qu'une place minoritaire dans la culture du maïs – et elle y recule depuis vingt ans.



SOURCES
Recensement agricole 2020 · Sciences Eaux & Territoires · Barrière, 2001 · agriculture-environnement.fr

La guerre des mots : ce que le vocabulaire cache

Mégabassine, privatisation, accaparement. Trois mots, un même objectif : produire moins.

➔ *Mythe n° 3 : « Les agriculteurs privatisent et accaparent l'eau avec leurs mégabassines. »*

Il y a un moment, dans un débat public, où les mots cessent de décrire pour commencer à servir comme armes de manipulation massive. Le débat sur l'eau y est arrivé.

Mot n° 1 : « mégabassine »

Le terme technique et juridique est retenue de substitution. Substitution, parce que l'ouvrage remplace un prélèvement d'été, quand la ressource est basse et les milieux fragiles, par un stockage d'hiver, quand l'eau est abondante. Ces ouvrages ne prennent pas plus d'eau ; ils la prennent à un autre moment. « Mégabassine » ne décrit rien de tout cela. Le mot a été choisi pour l'image qu'il produit.

Mot n° 2 : « la privatisation de l'eau »

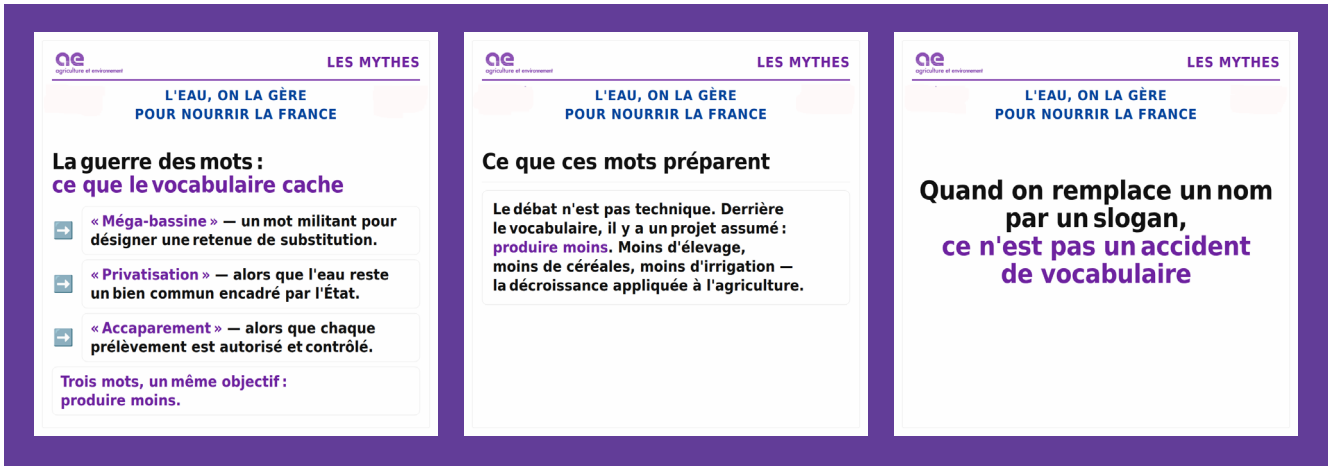
En droit français, l'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Un agriculteur n'achète pas de l'eau : il obtient une autorisation administrative de prélèvement, encadrée dans son volume, limitée dans le temps, révocable, et restreinte en priorité dès qu'un arrêté sécheresse est pris. On appelle cela un régime public, pas une privatisation. Personne, en France, ne paie l'eau elle-même – ni l'agriculteur, ni le particulier. Ce qui se paie, ce sont les services associés : captage, potabilisation, distribution, traitement des eaux usées, redevances. C'est le coût d'un service public, pas le prix d'une marchandise.

Mot n° 3 : « l'accaparement »

Le mot suggère une prise de possession illégitime au détriment des autres. Or l'eau potable reste prioritaire en toutes circonstances, et l'agriculture est le 4e préleveur du pays avec 10 % des volumes. Un usage minoritaire, autorisé, contrôlé et restreint le premier en cas de crise, n'est pas un accaparement.

Derrière le vocabulaire, il y a un projet, et il est assumé : produire moins. Moins d'élevage, moins de céréales, moins d'irrigation.

La décroissance appliquée à l'agriculture : produire moins de viande, moins de céréales, moins de protéines végétales. Réduire les rendements, accepter la dépendance alimentaire, présenter cela comme un progrès écologique. Ce projet idéologique a une cohérence interne. Mais il mérite d'être dit clairement, plutôt que dissimulé derrière une rhétorique de l'indignation.



SOURCES

agriculture-environnement.fr · Code de l'environnement

« Pourquoi ne pas laisser l'eau dans la nappe ? »

Toutes les nappes ne se ressemblent pas. Dans une nappe réactive, l'eau part à la mer en un mois.

➔ ***Mythe n° 4 : « Il suffit de laisser l'eau dans la nappe – les retenues ne servent à rien. »***

C'est l'objection la plus fréquente, et c'est aussi la plus légitime. Elle mérite une réponse technique, pas un slogan. La réponse tient en une distinction : **toutes les nappes ne se ressemblent pas**.

Les nappes inertielles

Il existe des nappes dites « inertielles », comme en Picardie. L'eau y circule lentement, la nappe se recharge et se vide sur des années. Dans ce cas, la nappe est effectivement une excellente réserve naturelle, et stocker son eau en surface n'aurait aucun sens. Personne, d'ailleurs, ne le propose.

Les nappes réactives

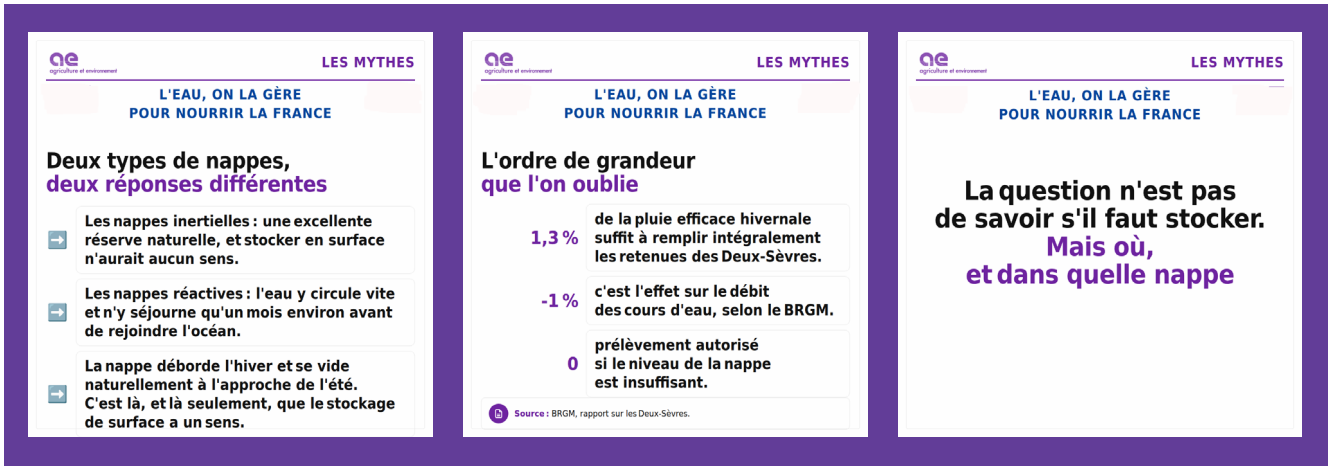
Il existe des nappes réactives, fissurées ou karstiques, comme dans le Poitou – précisément là où sont implantés les projets de retenues. Dans ces aquifères, l'eau circule à grande vitesse et n'y séjourne en moyenne qu'un mois avant de rejoindre l'océan. La nappe déborde en hiver, puis se vide naturellement à l'approche de l'été.

Remplir les retenues des Deux-Sèvres mobilise 1,3 % de la pluie efficace hivernale et réduit le débit des cours d'eau d'environ 1 %.

Cette distinction change tout. Puisque l'eau part de toute façon à la mer en quelques semaines, le pompage hivernal n'a pas d'effet sur le niveau estival. Les alternatives comme la recharge artificielle des nappes réactives sont séduisantes sur le papier, mais on ne remplit pas une bouteille déjà pleine : ces nappes sont saturées à 100 % par les pluies hivernales.

Patrick Lachassagne, président du Comité français d'hydrogéologie, le résume ainsi : affirmer de manière générale qu'une retenue n'est pas soutenable n'est « factuellement pas vrai », car l'impact est « très site-dépendant ».

La bonne question n'est donc pas de savoir s'il faut stocker. C'est de savoir où, et dans quelle nappe.



SOURCES

BRGM, rapport sur les Deux-Sèvres · Comité français d'hydrogéologie · agriculture-environnement.fr

La France manque d'eau ? Comparez avec nos voisins

Nous recevons le plus de pluie d'Europe du Sud et nous mobilisons le moins. 6,8 % de SAU irriguée, contre 20 % en Italie et 24 % en Grèce.

➔ ***Mythe n° 5 : « La France manque d'eau – il faut réduire l'irrigation. »***

Ce discours oublie un fait géographique majeur. La France est le **2e pays d'Europe** par l'abondance de ses ressources hydriques, derrière la Norvège. Devant l'Allemagne. Devant l'Espagne. Devant l'Italie.

Taux de mobilisation de la ressource

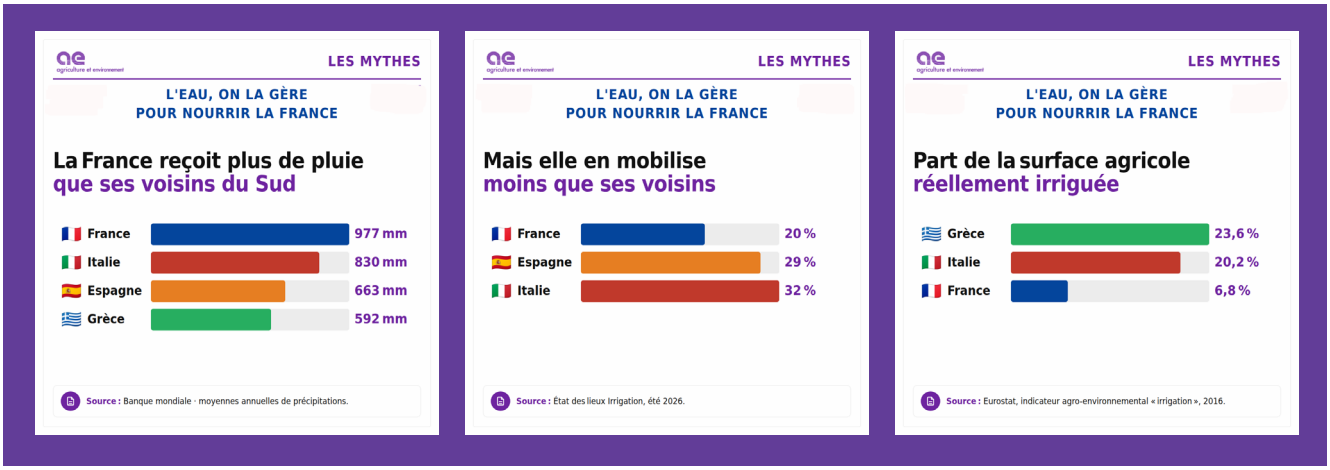
- France : **20 %**
- Allemagne : **25 %**
- Espagne : **29 %**
- Italie : **32 %**

La France est le pays avec le plus d'eau rapporté à sa population et à sa surface, et elle en mobilise le moins parmi ses grands voisins.

L'Italie mobilise 60 % de plus que la France en proportion. Personne ne dit que l'Italie « vole l'eau ».

Si l'on regarde non plus la ressource mais la pratique : en 2016, la Grèce irriguait 23,6 % de sa surface agricole utile, l'Italie 20,2 %. La France : 6,8 %. La moyenne européenne s'établit à 5,9 % de surface irriguée pour 8,9 % de surface équipée.

Le problème français n'est donc pas un déficit de ressource. C'est un déficit de gestion dans le temps et dans l'espace. La solution n'est pas de restreindre l'usage de l'eau. C'est de mieux la gérer. Stocker en hiver. Utiliser en été. Et ouvrir enfin le dossier du dessalement, que la France continentale n'a jamais engagé alors que ses voisins méditerranéens le font depuis des décennies.



L'irrigation, c'est la garantie de nourrir la France

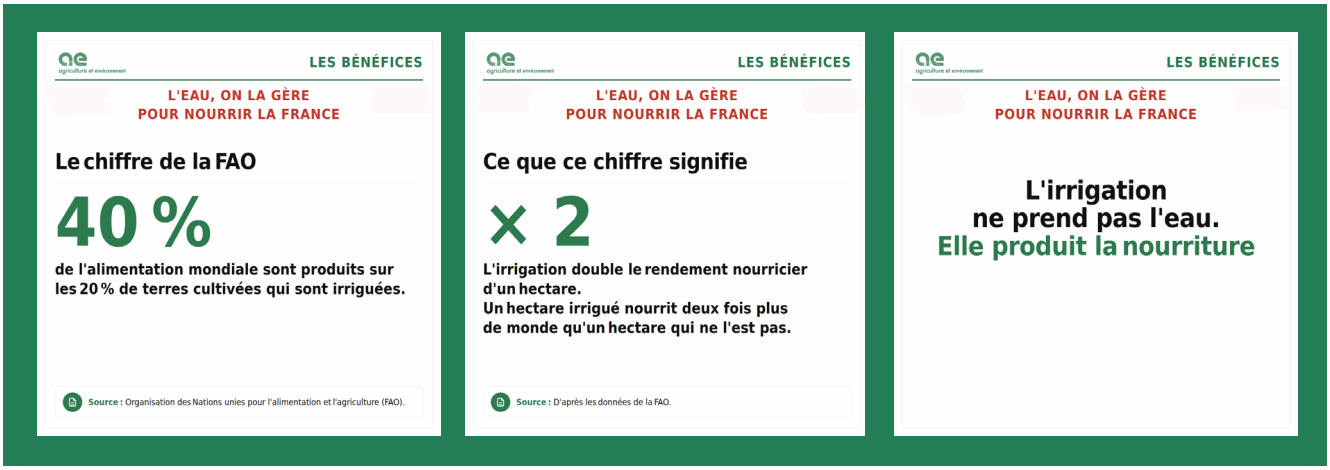
20 % des terres irriguées dans le monde produisent 40 % de la nourriture mondiale. Ce chiffre de la FAO change tout.

L' Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) l'a chiffré : 20 % des terres arables irriguées dans le monde produisent 40 % de la production alimentaire mondiale. Deux fois plus de nourriture, sur cinq fois moins de surface. L'irrigation est le levier de productivité agricole le plus puissant qui existe. En France, l'irrigation agricole, c'est d'abord une garantie de souveraineté alimentaire.

- **Des rendements réguliers et prévisibles.** La variabilité climatique est la première cause de pertes de récolte. L'irrigation transforme un aléa en certitude. C'est la meilleure assurance récolte qui existe, sans prime d'assurance qui explose.
- **Une protection contre le gel en arboriculture.** L'aspersion crée un voile de glace protecteur autour des bourgeons lors des gelées printanières. Sans elle, les récoltes de fruits peuvent être détruites à 100 % en une nuit.
- **Une viabilité renforcée pour les petites et moyennes exploitations.** Entre 2000 et 2010, le nombre d'exploitations irrigantes a baissé de 22 %, contre 27 % pour les non-irrigantes. Ce n'est pas un hasard.
- **Des filières entières qui dépendent de l'irrigation.** Semences, maraîchage, arboriculture, viticulture dans certaines zones, légumes de plein champ – ces filières à haute valeur ajoutée, souvent locales et labellisées, existent grâce à l'irrigation. Sans elle, elles disparaissent et l'importation les remplace.

> ***« Sans eau d'irrigation, il n'y aura plus d'alimentation demain.»***
> **Éric Frétillère, président d'Irrigants de France**

Ce n'est pas une formule. C'est la traduction d'un choix qui se pose maintenant : soit nous organisons l'accès à l'eau pour produire ici, soit nous achetons ailleurs ce que nous aurons renoncé à cultiver. La souveraineté alimentaire française ne s'improvise pas. Elle se construit, année après année, avec l'eau comme outil essentiel.



SOURCES

Irrigants de France · FAO · RGA 2020

L'angle mort du débat : la retenue elle-même

Une retenue, c'est un point d'eau permanent dans un paysage qui en manque. Parfois le seul sur des kilomètres.

Un ouvrage de stockage d'eau, c'est d'abord un point d'eau permanent dans un paysage qui en manque.

Les oiseaux d'eau s'installent. Les amphibiens y pondent. Les libellules y accomplissent leur cycle. Une végétation de berge s'y développe, et avec elle tout ce qui en dépend. En période de sécheresse, c'est parfois le seul point d'eau accessible à la faune sur des kilomètres.

On présente ces ouvrages comme des atteintes à la nature. Sur le terrain, ils créent des milieux humides là où il n'y en avait plus. En un siècle, la France a perdu les deux tiers de ses zones humides (Office français de la biodiversité) : chaque plan d'eau permanent compte.

On oppose systématiquement irrigation et biodiversité.
En été, sur le terrain, c'est souvent l'inverse.

Le champ irrigué joue le même rôle. En pleine canicule, un couvert végétal irrigué reste sensiblement plus frais qu'un sol nu et craquelé. Les insectes y survivent, les vers de terre restent actifs dans un sol qui ne se transforme pas en béton, le petit gibier (perdrix, lièvres, faisans) y trouve ombre et fraîcheur. Un sol vivant est aussi un sol qui continue de stocker du carbone ; un sol desséché ne le fait plus.

Et il y a un chiffre qui devrait clore le débat : selon une étude du BRGM menée dans les Deux-Sèvres, substituer les prélèvements d'été par le stockage hivernal augmenterait le débit estival des cours d'eau jusqu'à **40 % sur certains tronçons**. Quarante pour cent d'eau en plus dans la rivière, au moment de l'année où elle en manque le plus.

Enfin, les agriculteurs raccordés s'engagent sur la réduction des pesticides, la plantation de haies et la création de corridors écologiques. Autant de mesures directement favorables à la restauration de la faune et de la flore locales.

SOURCES

BRGM, étude sur les Deux-Sèvres · Office français de la biodiversité · État des lieux Irrigation, été 2026

L'irrigation sauve les petites fermes

Un chiffre qui ne trompe pas : -22 % pour les irriguées contre -27 % pour les non-irriguées entre 2000 et 2010.

On entend souvent que l'irrigation favorise les « grandes exploitations industrielles » au détriment des petits agriculteurs. Les données disent le contraire. Entre 2000 et 2010 :

- Exploitations irrigantes : **-22 %**
- Exploitations non irrigantes : **-27 %**

Les fermes qui irriguent ont mieux résisté. Elles ont survécu davantage. Ce n'est pas une coïncidence. C'est de l'économie agricole.

Pourquoi l'irrigation protège davantage les petites et moyennes fermes

- Parce qu'elle transforme une récolte aléatoire en revenu prévisible. Pour une exploitation familiale sans trésorerie de réserve, une mauvaise récolte peut être fatale. L'irrigation est une assurance économique, pas un luxe.
- Parce qu'elle permet d'accéder à des contrats de filières. Les acheteurs veulent des volumes réguliers, constants, de qualité constante. L'irrigation permet de garantir cela. Sans elle, les petits producteurs sont exclus des filières à valeur ajoutée.
- Parce qu'elle est à la base des cultures spécialisées. Maraîchage, arboriculture, fleurs, semences – ces productions à haute valeur ajoutée, souvent locales et sous label, dépendent directement de l'irrigation.

Fraises du Périgord, Melons du Quercy, Pruneaux d'Agen, Noisettes du Lot-et-Garonne, Pommes du Limousin. Toutes ces filières identitaires reposent sur la garantie de l'eau.

Les supprimer au nom de la restriction hydrique, c'est vider les campagnes françaises de leur tissu économique le plus résilient. Ce sont des milliers d'emplois ruraux dans des territoires qui n'ont pas d'alternative. Ce ne sont pas des courbes. Ce sont des exploitations qui ferment, des ateliers qui disparaissent, des villages qui perdent leurs actifs.

SOURCES

RGA 2020 · Irrigants de France · AGPM · agriculture-environnement.fr

Stocker l'eau : les solutions existent déjà

Stockage hivernal, réutilisation des eaux usées, dessalement : trois leviers opérationnels.

On demande aux agriculteurs de consommer moins d'eau. Parlons plutôt de mobiliser mieux. Trois leviers existent, et la France les sous-utilise ou ne les a jamais engagés.

Levier 1 : le stockage hivernal

Chaque hiver, des volumes considérables d'eau de pluie rejoignent la mer sans avoir servi. Le programme Explore2 projette environ +20 % de précipitations hivernales en fin de siècle : la ressource à stocker va augmenter, pas diminuer. Le GIEC inclut explicitement le stockage parmi les solutions d'adaptation dans son sixième rapport d'évaluation.

Levier 2 : la réutilisation des eaux usées traitées

Elles peuvent servir à l'irrigation sans prélever un litre de plus dans le milieu. L'Espagne et Israël en réutilisent une part importante pour leur agriculture. La France n'en réutilise qu'une fraction infime. Le potentiel est immense, et il ne prend rien à personne.

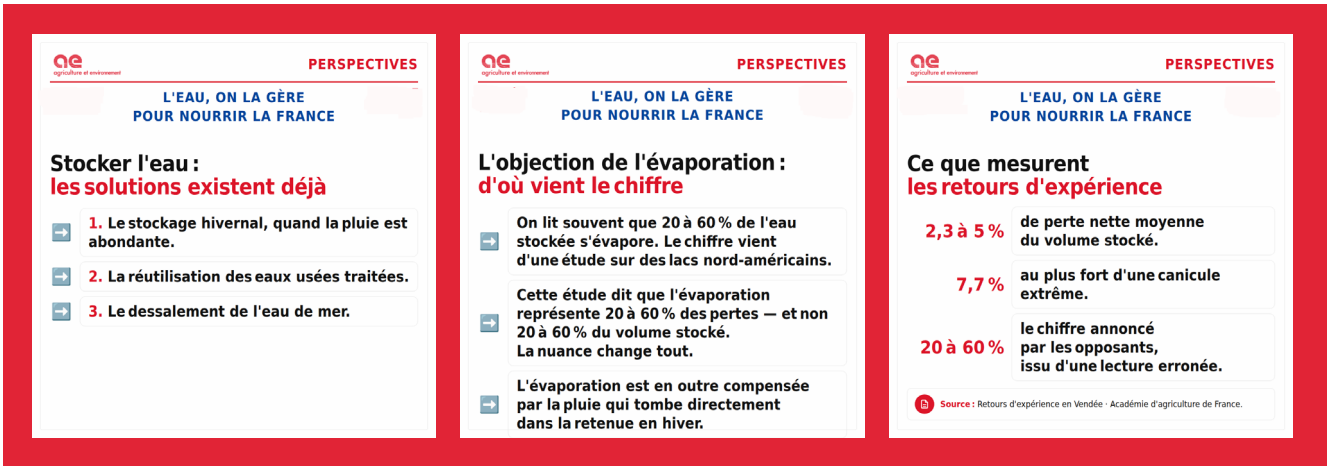
Levier 3 : le dessalement de l'eau de mer

La technique est éprouvée à grande échelle depuis des décennies à Chypre, à Malte, en Espagne et en Israël. En France continentale, aucune unité n'est en service. Ce n'est pas une filière sous-exploitée : c'est une filière jamais engagée, dans un pays qui compte des milliers de kilomètres de côtes.

Pour le GIEC, le stockage fait partie des solutions d'adaptation au changement climatique.

Un mot sur l'évaporation

On lit partout que 20 à 60 % de l'eau stockée s'évaporerait. Ce chiffre provient d'une étude portant sur des lacs nord-américains, et il a été mal lu : l'étude dit que l'évaporation représente 20 à 60 % des pertes d'eau, non que 20 à 60 % du volume stocké s'évapore. En réalité, l'évaporation est en grande partie compensée par les pluies qui tombent directement dans la retenue. Les retours d'expérience en Vendée et les données de l'Académie d'agriculture de France situent la perte nette moyenne entre 2,3 et 5 % du volume stocké. On est loin du gouffre annoncé.



SOURCES

Irrigants de France · Explore2 (Inrae, OFB, Météo-France) · Académie d'agriculture de France

Il ne manque pas d'eau. Il manque des décisions.

400 projets de retenues bloqués. Le problème n'était pas technique : il était juridique. Et il se corrige.

On répète que le problème de l'eau en France est climatique. Il est d'abord juridique. Le constat devrait faire consensus : l'eau tombe en hiver, les cultures en ont besoin en été. Il faut donc en retenir une part. La réalité, elle, est différente. **Quatre cents projets de retenues sont aujourd'hui bloqués en France**, pour l'essentiel pour des raisons administratives et contentieuses.

Comment un projet se retrouve-t-il à l'arrêt ?

- Par le contentieux : chaque autorisation peut être attaquée, et elle l'est presque systématiquement.
- Par le principe de non-régression : un décret facilitant la création de retenues collinaires a été annulé par le Conseil d'État.
- Par les règles locales : certains SAGE imposaient des contraintes plus lourdes que la loi elle-même – ratios de compensation supérieurs au un pour un, fossés de contournement, fermeture de la retenue entre le 31 mars et le 1er novembre.

Le cœur du problème

Le code de l'environnement distinguait le retour au milieu naturel et les usages économiques dont l'agriculture, sans hiérarchie explicite entre ces sous-priorités. Faute de hiérarchie, l'eau pour la nature pouvait primer sur l'eau pour produire.

Le blocage n'était pas technique. Il était juridique. Il se corrige.

Les corrections en cours

Première correction : la loi précise désormais qu'aucune de ces sous-priorités n'est prioritaire sur les autres. L'eau pour l'agriculture est placée au même niveau juridique que l'eau pour le milieu naturel. Seconde correction : l'harmonisation nationale. Un SAGE ne peut plus être plus contraignant que la loi pour les projets soumis à déclaration. S'y ajoute un cap chiffré, inédit : 1 milliard de m³ de volumes stockés supplémentaires d'ici 2035, inscrit dans la loi. Jamais un texte législatif n'avait fixé un tel objectif.

SOURCES

Loi agriculture & souveraineté alimentaire · Jurisprudence Conseil d'État · agriculture-environnement.fr

Ils irriguent, ils racontent

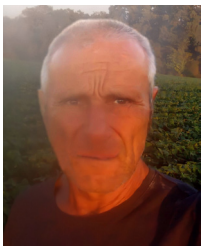
Quatre agriculteurs, quatre régions, une même réalité vécue au quotidien.

Derrière les chiffres de ce dossier, il y a des hommes et des femmes, des exploitations et des familles. Quatre agriculteurs, en polyculture, maraîchage, arboriculture et grandes cultures, ont accepté de raconter leur rapport à l'irrigation.

Emmanuel — *polyculture-élevage, Allier*. Il irrigue 220 hectares sur 400, sur une ferme familiale installée en 1550. À l'origine, une pompe dans la Sioule et des arroseurs déplacés à dos d'homme. Le pilotage, aujourd'hui, est entièrement informatique.

Avec l'eau, ses rendements doublent ou triplent : blé 30 → 70 quintaux, maïs 30 → 120, sorgho 30 → 80, luzerne 5 → 18 tonnes par hectare. Il a remplacé ses enrouleurs par des pivots équipés de rampes et de variateurs électriques, économisant 15 à 20 % d'eau sans perdre en efficience. En 2022 déjà, une restriction de 25 puis 50 % lui avait coûté 30 % de rendement sur le maïs.

> ***« Cette année, il m'a manqué de l'eau à la floraison du maïs. Un pied sur deux est sans épis. »***



Alain — *maraîchage et viticulture, Charente*. Il reprend la ferme familiale en 1989, avec 17 hectares de vigne et 30 hectares de céréales, sans eau. En 1992, il se diversifie vers le maraîchage. L'exploitation compte aujourd'hui 100 hectares (vigne, grande culture, légumes) et ses deux enfants l'ont rejoint en 2023.

En 2015, la région Poitou-Charentes vote en faveur d'un stockage de 50 000 m³ en substitution totale. Trois mois plus tard, la fusion des régions annule tout. Il relance aujourd'hui un projet deux fois plus petit, 25 000 m³, financé à 60 % par des subventions, pour 140 000 € restant à sa charge.

> ***« Ce que j'ai vécu, c'est de la lâcheté politique. »***

Thierry — *arboriculture, Indre-et-Loire*. Il représente la quatrième génération sur son exploitation, où sa famille est installée depuis les années 1930. Il cultive 11 hectares de vergers (pommes, poires, noix) irrigués à 100 %, aux côtés de 170 hectares de grandes cultures non irriguées.

L'irrigation se fait pour moitié en goutte-à-goutte, pour moitié en aspersion sur frondaison, sans protection antigel. Sans elle, sa récolte serait divisée par deux, avec des calibres tombant de 65-85 mm à 50-65 mm – des fruits plus petits, moins bien valorisés. Il n'a lui-même jamais été concerné par une restriction d'eau. Mais il reste convaincu qu'une exploitation privée d'irrigation devient très difficile à transmettre, tant elle s'expose aux aléas du climat.

> ***« Piller, c'est s'emparer d'un bien par la force ou le vol. Moi, je prélève légalement une ressource en eau. »***

Jean-René — *grandes cultures et légumes, Morbihan*. Sur ses 260 hectares, il cultive 11 productions différentes, en rotation sur cinq ans : deux années irriguées, trois années en culture sèche. Un réseau de 4 km de canalisations enterrées, en pression constante, alimente ses parcelles depuis des réserves collinaires de 18 000 à 40 000 m³, réparties sur plusieurs bassins versants et remplies chaque hiver, de novembre jusqu'à mars.

Il détermine ses surfaces selon l'eau réellement disponible, avec une marge de sécurité de 10 %. En comptant les légumes irrigués, l'exploitation fait vivre 3 emplois à temps plein contre 1,5 sans eux, et génère l'équivalent de 2500 heures de travail saisonnier chaque année, pour des jeunes et des temporaires.

> ***« Des haricots non irrigués, ce sont des grains, des fils et des bouts de tiges dans les boîtes, trois années sur quatre. »***

7 vérités pour poser le débat.

Ce n'est pas pour ou contre l'environnement. C'est pour l'avenir de notre alimentation, de nos campagnes et de notre souveraineté.

Pour amorcer un débat serein sur l'irrigation, il faut partir de faits tangibles et non de préjugés idéologiques. Voici une synthèse de quelques vérités incontournables sur le sujet.

- **L'eau n'est pas du pétrole.** Elle suit un cycle naturel fermé depuis 3,8 milliards d'années. Elle ne « disparaît » pas quand on l'utilise – elle circule.

- **L'agriculture ne gaspille pas l'eau.** Elle en prélève 1,7 % de la pluie efficace française. Elle est le 4e usage préleveur, pas le 1er. Et 75 % de ce qu'elle prélève retourne dans l'atmosphère.

- **La France ne manque pas d'eau.** Elle est la deuxième ressource hydrologique d'Europe. Elle mobilise 20 % de ses ressources, moins que l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne. Le problème est une mauvaise gestion dans le temps, pas une rareté.

- **Les « mégabassines » n'existent pas.** Ce sont des retenues de substitution qui capturent l'eau hivernale pour épargner les rivières et les nappes en été.

- **L'irrigation protège les petites fermes.** Entre 2000 et 2010, les exploitations irrigantes ont moins disparu que les autres. Elle est à la base des filières locales et des labels.

- **L'irrigation bénéficie à la biodiversité.** Un champ irrigué en été est 6°C plus frais qu'un sol nu. Les insectes, la faune des sols et le petit gibier y trouvent refuge.

- **Des solutions existent.** Stocker l'eau en hiver. Recycler les eaux usées. Dessaler l'eau de mer. Ces trois leviers fonctionnent ailleurs – ils attendent d'être déployés ici.